

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté Égalité Fraternité

Département de la SEINE-MARITIME
Arrondissement de ROUEN
Canton de NOTRE-DAME-DE-BONDEVILLE
Ville de MALAUNAY

**ARRÊTÉ DU MAIRE
TRAVAUX D'ENTRETIEN DE L'OUVRAGE 5032
RUE LESOUEF**

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE MALAUNAY

VU,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à 6,
- Le Code de la Route et notamment l'article R. 417-10,
- Les arrêtés du 24 Novembre 1967 et du 7 Juin 1977 modifiés, relatifs à la signalisation routière,
- L'arrêté du 6 Novembre 1993 relatif à la signalisation routière temporaire,
- Le règlement de voirie métropolitain adopté par délibération du 1^{er} avril 2019,

CONSIDERANT

- La demande datée du 15 mai 2023 présentée par l'entreprise NGE-GC NORMANDIE.
- Que celle-ci n'est pas incompatible avec la destination du domaine public, l'intégrité des ouvrages et la sécurité des usagers de l'espace public.
- Qu'en raison du déroulement des travaux d'entretien de l'ouvrage 5032 ; installation de chantier à proximité de l'ouvrage, nettoyage à haute pression, débroussaillage de la végétation, rejointement de maçonnerie et mise en place d'enrochement réalisées par l'entreprise NGE-GC NORMANDIE, il y a lieu de modifier momentanément la circulation et le stationnement sur ces voies.

A R R E T E

Article Ier.- REGLEMENTATION

Du 30 mai au 23 juin 2023, les mesures suivantes sont applicables rue Lesouef (entre le garage Renault et le cabinet médical).

Article 1.1.- Circulation

- Le stationnement est interdit à proximité de l'ouvrage avec neutralisation de 4 places de parking sur la rue Lesouef (installation de chantier).
- La chaussée est rétrécie au droit du chantier avec un léger empiètement.
- La vitesse est limitée à 30km/h dans la zone des travaux.
- Le dépassement est interdit au droit des travaux.
- La circulation piétonne est déviée sur le trottoir opposé conformément aux articles R412-37 et R412-39 du Code de la Route et suit le cheminement balisé par les entreprises.

Article 1.2.- Stationnement

Le stationnement des véhicules, excepté pour les entreprises NGE-GC NORMANDIE est interdit et qualifié de gênant au sens de l'article R417-10 du Code de la Route au droit du chantier, à proximité des travaux et au fur et à mesure de l'avancement.

Article II.- SIGNALISATION

La signalisation de chantier est mise en place par les entreprises NGE-GC NORMANDIE. Elles seront chargées de sa surveillance et de son entretien pendant toute la durée du chantier. Elles seront tenues responsables 24h/24 de tout accident ou incident qui pourrait être causé par leur négligence.

Les entreprises NGE-GC NORMANDIE sont dans l'obligation de poser l'ensemble des panneaux de signalisation conformément à la réglementation en vigueur en se référant au manuel de chantier en voirie urbaine (CERTU).

Les entreprises NGE-GC NORMANDIE sont tenues de pouvoir fournir au gestionnaire de la voirie et à la commune la date et l'heure exacte de la pose et dépose des panneaux de signalisation mis en place, du masquage et du démasquage de la signalisation existante.

Le masquage et le démasquage des panneaux sont pris en charge par l'entreprise suivant l'avancement des travaux pour permettre une signalisation cohérente avec les mesures prises dans cet arrêté.

Article III : Le présent arrêté devra être affiché sur le chantier par le soin des entreprises NGE-GC NORMANDIE sont.

Article IV : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès verbaux et poursuivies conformément à la loi.

Article V : Monsieur le Maire, Monsieur le Commissaire de Police de Rouen, Monsieur le Brigadier Chef Principal de Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur du SAMU, la Direction des Déchets, la Direction des Transports la Métropole et Monsieur le Directeur de l'entreprise NGE-GC NORMANDIE.

Fait à Malaunay, le 25/05/2023

Guillaume COUTEY

Maire de Malaunay

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication